



SYNDICAT D'ETUDES ET D'ELIMINATION
DES DECHETS DU ROANNAIS

TRI, TRAITEMENT et VALORISATION des BIODECHETS

**REGLEMENT DE CONSULTATION
COMMUN AUX 2 LOTS**

DATE LIMITE DE REMISE DE L'OFFRE :

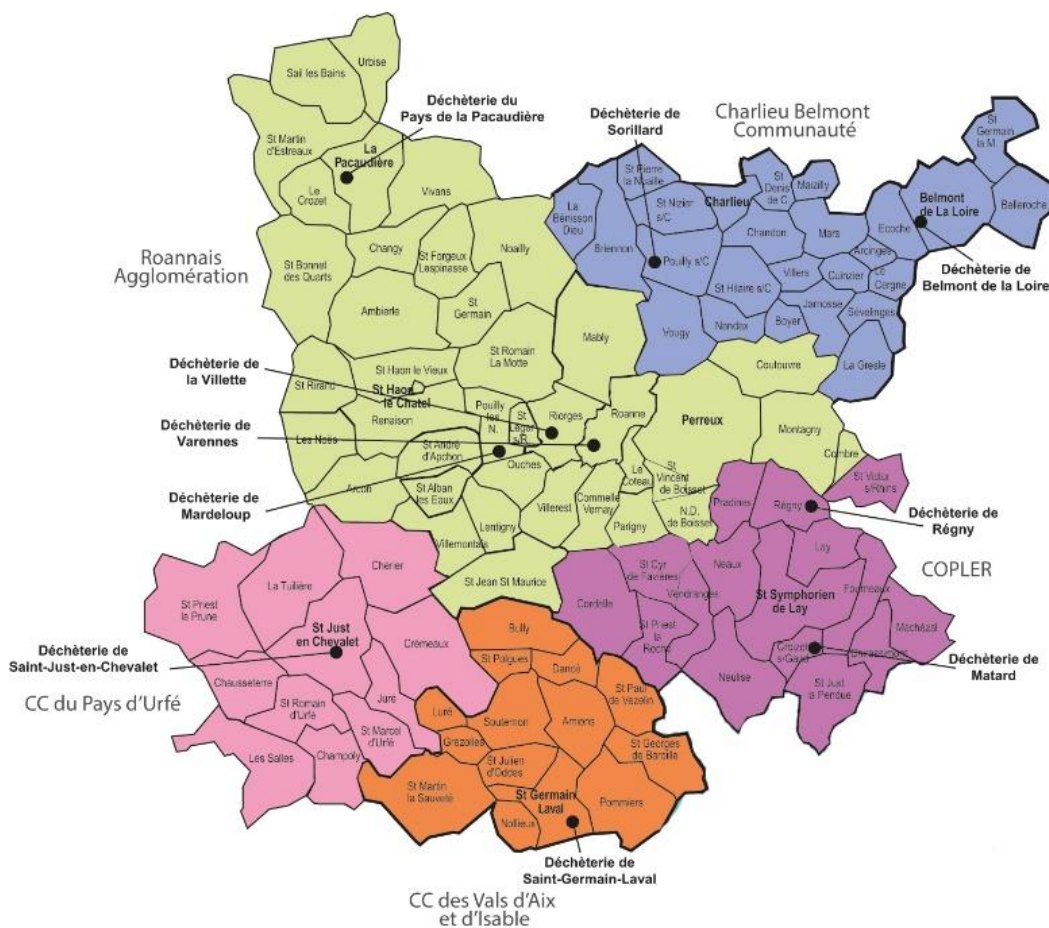
Mardi 21 MAI 2024 à 12 HEURES

SOMMAIRE

REGLEMENT DE CONSULTATION	1
COMMUN AUX 2 LOTS	1
1. PREAMBULE	3
2. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
2.1. NOM ET COORDONNEES DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
2.2. ADRESSE A LAQUELLE DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES PEUVENT ETRE OBTENUES	4
3. OBJET DE LA CONSULTATION	4
3.1. OBJET DU MARCHÉ	4
3.2. ETENDUE DE LA CONSULTATION	5
3.3. NATURE DU MARCHÉ	5
3.4. DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	5
3.5. LIEUX D'EXECUTION	5
4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
4.1. DUREE DU MARCHÉ	5
4.2. VARIANTES	6
4.3. VALEUR ESTIMEE DU MARCHÉ SUR TOUTE LA DUREE DU MARCHÉ (RECONDUCTIONS COMPRISES)	6
4.4. REFERENCES A LA NOMENCLATURE EUROPEENNE (CPV)	6
4.5. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	6
4.6. FORME DE GROUPEMENT ADMIS	6
4.7. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	7
4.8. OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	7
4.9. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	7
4.10. MODE DE FINANCEMENT	8
5. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE	8
5.1. RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA SITUATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE DU CANDIDAT	8
5.2. RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE	9
5.3. RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE	9
5.4. PRISE EN COMPTE DES CAPACITES PROFESSIONNELLES, TECHNIQUES ET FINANCIERES D'AUTRES OPERATEURS ECONOMIQUES	10
6. MODALITES DE VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION	10
7. PRESENTATION DES OFFRES	11
7.1. DOCUMENTS A PRODUIRE	11
8. CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	12
9. CLASSEMENT DES OFFRES	13
10. NEGOCIATION	13
SANS OBJET.	13
11. VISITE	13
AUCUNE VISITE N'EST PREVUE.	13
12. MODALITES D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	14
12.1. DELAI DE REMISE DES OFFRES	14
12.2. CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES	14
13. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	15
14. PRECISIONS CONCERNANT LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS	16
15. INSTANCE CHARGEE DU RECOURS	16
16. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ETRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS	16

1. PREAMBULE

Le Syndicat d'Etudes et d'Elimination des Déchets du Roannais (S.E.E.D.R.) est compétent en matière de tri, traitement et valorisation des déchets ménagers (emballages, journaux, verre, déchets verts, déchets ménagers spéciaux, ...). Il regroupe actuellement 4 Communautés de Communes et une Communauté d'Agglomération, ce qui représente, au 1er janvier 2024, une population totale de 154 053 habitants.



La loi AGECL du 10 février 2020 impose la collecte séparée des biodéchets à partir du 1er janvier 2024 pour tous les producteurs, quel que soit le tonnage produit. On entend par «biodéchets», tout déchet non dangereux biodégradable issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail.

Les collectivités présentes sur le territoire sur S.E.E.D.R se sont organisées afin de répondre à ces exigences réglementaires. En effet, ces dernières ont mis en place des solutions de compostage individuel et/ou partagé et ont implanté des abri bacs en milieu urbain.

Les collectes de biodéchets sont assurées soit par la collectivité, soit par un prestataire de son choix.

2. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

2.1. Nom et coordonnées du pouvoir adjudicateur

Syndicat d'Etudes et d'Elimination des Déchets du Roannais (S.E.E.D.R.)

14 bis, boulevard Valmy – 42300 ROANNE

Représenté par son Président, M. Jean-Yves BOIRE

Courriel : seedr@seedr.fr

Adresse du profil acheteur : <http://www.loire.fr/e-marchespublics>

Code NUTS : FRK25

2.2. Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues

Pour obtenir tous renseignements complémentaires, les opérateurs économiques devront faire parvenir, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres une demande écrite, par le profil d'acheteur.

Les informations complémentaires d'ordre administratif ou technique peuvent être obtenues :

- Sur l'adresse du profil acheteur : <http://www.loire.fr/e-marchespublics>

Une réponse circulaire sera alors adressée à tous les opérateurs économiques via le profil d'acheteur avant la date limite de remise des offres pour autant que les opérateurs économiques en aient fait la demande en temps utile.

Dans le cas où l'opérateur économique a retiré le dossier de consultation par voie électronique, le pouvoir adjudicateur pourra communiquer vers lui à travers les adresses enregistrées lors du retrait des documents.

3. OBJET DE LA CONSULTATION

3.1. Objet du marché

Le présent marché porte sur la réalisation de prestations de tri, traitement et valorisation des biodéchets collectés sur les territoires de la COPLER (Communauté de Communes du Pays entre Loire Et Rhône) et de Roannais Agglomération.

Toutefois, les autres collectivités du périmètre du S.E.E.D.R pourront être amenées à apporter des biodéchets si elles décident de changer d'organisation.

Le S.E.E.D.R. adressera alors un courrier au prestataire pour l'en informer.

La collecte et le transport vers les installations du titulaire ne sont pas compris dans le marché. En effet, ces prestations sont réalisées par les collectivités membres du S.E.E.D.R.

Le contenu, la finalité et les exigences du présent marché sont définis aux CCTP.

Le présent marché est un marché de service.

La description des prestations et spécifications techniques sont indiquées dans les C.C.T.P.

3.2. Etendue de la consultation

Marché public de service passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

La technique d'achat utilisée dans le cadre du marché est l'accord-cadre avec un tonnage maximum déterminé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commandes.

3.3. Nature du marché

Marché de service

3.4. Décomposition de la consultation

Le marché ne comprend pas de tranches.

Le marché est décomposé en 2 lots. Le marché est alloti géographiquement et se décompose de la manière suivante :

Lot n°1 : « Prestation de tri, traitement et valorisation des biodéchets collectés sur le territoire de la COPLER »

Sur les 1,5 an d'exécution du marché, le tonnage maximum sera de 200 tonnes

En cas de reconduction, le tonnage maximum annuel sera de 133 tonnes.

Lot n° 2 : « Prestation de tri, traitement et valorisation des biodéchets collectés sur le territoire de Roannais Agglomération »

Sur les 1,5 an d'exécution du marché, le tonnage maximum sera de 3 000 tonnes

En cas de reconduction, le tonnage maximum annuel sera de 2 000 tonnes

3.5. Lieux d'exécution

Les prestations s'effectueront sur site retenu par le titulaire.

4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1. Durée du marché

Pour les deux lots, le marché est conclu pour une durée de 1,5 an, du 15 juillet 2024 au 31 décembre 2025.

Ils pourront faire l'objet d'une reconduction expresse d'une durée d'une année, soit jusqu'au 31 décembre 2026. Cette dernière interviendra par notification expresse un mois avant l'expiration de la période précédente. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction du marché.

Le marché prend fin à compter de son terme.

4.2. Variantes

Les variantes libres ne sont pas autorisées. Ainsi, toutes les prescriptions fixées dans les documents du marché constituent des exigences minimales sur lesquelles aucune variante n'est admise.

4.3. Valeur estimée du marché sur toute la durée du marché (reconductions comprises)

Le présent marché a été estimé à **475 000 euros HT**

Lot n°1 : 25 000 € H.T

Lot n°2 : 450 000 € H.T

4.4. Références à la nomenclature européenne (CPV)

- Code principal : 90513000- 6 : Services de traitement et d'élimination des ordures ménagères et des déchets non dangereux.
- Code supplémentaire :
 - 90500000 - 2 : Services liés aux déchets et aux ordures

4.5. Conditions particulières d'exécution

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L.2113-12 et suivants du Code de la commande publique.

4.6. Forme de groupement admis

Le marché sera conclu avec une entreprise seule ou avec un groupement d'entreprises.

Les opérateurs économiques ont la faculté de soumissionner sous forme de groupement solidaire ou conjoint conformément à l'article R.2142-20 du Code de la commande publique.

Les candidatures sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur au moment de la remise des offres.

Il est interdit aux candidats de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

4.7. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend :

- L'avis d'appel public à la concurrence (AAPC) ;
- Le présent règlement de la consultation commun aux 2 lots (RC) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières propre à chaque lot (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières commun aux 2 lots (CCAP) ;
- L'acte d'engagement propre à chaque lot (AE) ;
- Le Détail quantitatif estimatif propre à chaque lot (DQE) ;
- Le Bordereau des prix unitaires propre à chaque lot (BPU) ;
- Le cadre du mémoire technique propre à chaque lot.

Il appartiendra à chaque candidat de vérifier la composition de leur dossier. Aucune réclamation ou prorogation de délai ne peut être recevable à la suite du retrait d'un dossier incomplet.

4.8. Obtention du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation est téléchargeable sur la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur à l'adresse Internet suivante : <http://www.loire.fr/e-marchespublics>

Il est demandé aux candidats de s'identifier sur la plateforme de dématérialisation lorsqu'ils retirent le dossier, afin de pouvoir leur communiquer d'éventuelles modifications, précisions apportées aux documents de consultation et être informés des réponses aux questions ou de tout avis rectificatif d'appel public à la concurrence.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique ou en cas de retrait anonyme.

4.9. Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Ces éventuelles modifications seront envoyées à l'ensemble des candidats ayant retiré un dossier de consultation via la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur : envoi automatique de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse : <http://www.loire.fr/e-marchespublics>

4.10. Mode de financement

Le financement du présent marché sera assuré au moyen des fonds propres du SEEDR. Le marché ne s'inscrit pas dans un projet de financement par un fonds communautaire.

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique. Le règlement des sommes dues au (x) titulaire (s) et au (x) sous-traitant (s) de premier rang éventuel (s) sera effectué par virement administratif dans le délai réglementaire maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture ou de toute demande de paiement équivalente.

5. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

Les candidats devront joindre une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent à l'appui de leur candidature.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir par le biais :

- d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès soit gratuit, et le cas échéant que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

De plus, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le DUME susvisé en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements exigés à l'article R 2143-3 du Code de la commande publique.

Le DUME a pour vocation de remplacer le DC1 et le DC2.

Les candidats ne sont pas autorisés à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières de celles-ci.

Les candidats devront remettre les documents suivants :

5.1. Renseignements relatifs à la situation administrative et juridique du candidat

- **Lettre de candidature** (DC1 ou équivalent) en précisant si le candidat se présente seul ou en groupement, en cas de groupement, le candidat précisera la nature du groupement ainsi que l'identité de son mandataire.
- Pour les groupements, cette lettre devra être présentée par le mandataire dûment habilité qui devra justifier des **habilitations nécessaires** pour représenter les membres du groupement au stade de la conclusion du marché.

- Pour chaque entreprise, groupées ou non, sera remis par le candidat à l'appui de sa candidature :
- **Une déclaration sur l'honneur** pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à 11 du Code de la commande publique, qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

5.2. Renseignements relatifs à la capacité économique et financière

- **Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services auxquels se réfère le marché**, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles.
- **Déclaration appropriée de banques** ou, le cas échéant, preuve d'une assurance pour des risques professionnels pertinents.
- **Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années**, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le pouvoir adjudicateur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

5.3. Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle

- Présentation d'une **liste des services, exécutées au cours des trois dernières années**. Il sera indiqué pour chaque référence : le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les services sont prouvés par des attestations du destinataire ou à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- Une déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement** pendant les trois dernières années ;
- Une indication des **titres d'études et professionnels du candidat** ou des cadres d'entreprise, et notamment des responsables de fournitures de même nature que celle du marché public ;
- Une description de **l'outillage, du matériel et de l'équipement technique** dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- L'indication des **mesures de gestion environnementale** que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public ;

Pour présenter les renseignements et attestations prévues aux articles 5.2 à 5.3 ci-avant, le candidat a la faculté d'utiliser les formulaires normalisés DC1 et DC2 (version en vigueur) disponibles à l'adresse internet (URL) : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateur économique est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

NB : conformément à l'article R. 2144-4 du Code de la commande publique, il est demandé au seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché qu'il justifie ne pas relever d'aucun motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'exclusion, ne satisfait pas aux conditions de participation, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut pas produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé. Dans ce cas, lorsque la vérification des candidatures intervient après la sélection des candidats ou le classement des offres, le candidat ou le soumissionnaire dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Cette procédure peut être reproduire tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Les documents justificatifs et moyens de preuve acceptés par le pouvoir adjudicateur sont ceux figurant aux articles R.2143-5 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

5.4. Prise en compte des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques

Un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs.

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

Si un candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

6. MODALITES DE VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont manquantes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Il vérifie l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économiques et financières et les capacités techniques et professionnelles des candidats au regard des pièces figurant dans le dossier de candidature.

La vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

Le pouvoir adjudicateur peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

7. PRESENTATION DES OFFRES

Les offres des concurrents seront exprimées en EURO.

7.1. Documents à produire

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des candidats sur le fait qu'ils ne peuvent, sous peine de rejet de leur offre, apporter aucune modification, aucune suppression, aucun ajout à l'acte d'engagement, au CCTP de chaque lot, au CCAP commun aux 2 lots, au BPU et au DQE propre à chaque lot.

Par ailleurs, si un candidat s'apercevait d'une incohérence dans les documents de la consultation, il est invité à informer le pouvoir adjudicateur via la plateforme de dématérialisation afin qu'il puisse apporter les modifications qui s'imposent dans le ou les document(s) concerné(s).

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la qualité et l'exhaustivité du mémoire technique permettront au pouvoir adjudicateur d'apprécier la valeur technique et environnementale de l'offre. Ce document deviendra contractuel. Il s'agit donc d'un document spécifiquement rédigé pour l'affaire, avec le plus grand soin, qui exclut le simple document d'information générale sur l'entreprise.

Il n'est pas exigé au stade du dépôt des offres que les documents remis soient signés.

L'offre présentée comportera, **obligatoirement** :

1°/ Le **projet de Marché** constitué de :

- l'**Acte d'engagement**, complété, daté et avec le tampon de la société candidate ;
- le **Bordereau des prix unitaires**, complété, daté et avec le tampon de la société candidate ;
- le **Détail Quantitatif Estimatif**, complété, daté et avec le tampon de la société candidate ;

2°/ Le **cadre du mémoire technique** complété, daté et avec le tampon de la société candidate.

Les candidats n'ont pas à joindre à l'appui de leur offre le CCAP commun aux 2 lots, ni le CCTP propre à chaque lot. Ces documents sont considérés comme acceptés sans réserve par le candidat.

8. CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES – LOT N°1 ET N°2

Les offres doivent être conformes aux CCTP.

Le marché est attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères et sous-critères ci-après définis.

Critères de jugement des offres pour les lots n°1 et n°2 :

- **Critère 1** : Coût global (72,5 points)
- **Critère 2** : Valeur technique (17,5 points)
- **Critère 3** : Valeur environnementale (10 points)

1. Coût global : 72,5 points

Le critère sera noté sur 72,5 étant précisé que la note de 72,5 sera attribuée au soumissionnaire présentant l'offre la moins onéreuse.

L'offre du candidat est appréciée au regard du coût global H.T de la prestation figurant sur le D.Q.E complété par le candidat.

Pour la comparaison des offres, le prix de la prestation sera pondéré en fonction du coût du transport supporté par les collectivités membres du S.E.E.D.R. En effet, chaque candidat complète le DQE en indiquant la distance en kilomètres entre le point de référence du S.E.E.D.R (Itinéraire poids lourds – 3 essieux) et l'installation proposée.

Il sera attribué aux autres offres, une note calculée de la manière suivante :

$$\frac{\text{coût global de l'offre la moins disante}}{\text{coût global de l'offre considérée}} \times 72,5$$

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

2. Valeur technique : 17,5 points

La valeur technique des offres sera appréciée au regard des éléments fournis dans le mémoire technique de la façon suivante :

Critère 2 : Valeur technique	Nombre de points
Sous-critère 1 : Pertinence de la capacité du site de traitement (2 points)	17,5 points
Sous-critère 2 : Pertinence de l'acceptation des déchets acceptés et refusés (1,5 point)	
Sous-critère 3 : Pertinence de la méthode de déclassement (5 points)	
Sous-critère 4 : Pertinence du déroulement de la prestation et de la description de la filière (5 points)	
Sous-critère 5 : Pertinence de la méthode de caractérisations des biodéchets (4 points)	

3. Valeur environnementale : 10 points

La valeur environnementale sera appréciée au regard des éléments fournis dans le mémoire technique de la façon suivante :

<u>Critères 3</u> : Valeur environnementale	Nombre de points
<u>Sous-critère 1</u> : Pertinence du lieu de valorisation des sous-produits (2 points)	10 points
<u>Sous-critère 2</u> : Pertinence des classifications des sous-produits (2 points)	
<u>Sous-critère 3</u> : Pertinence de la distance entre le barycentre et le lieu de traitement/quai de transfert (2 points)	
<u>Sous-critère 4</u> : Pertinence des lieux de traitements des éventuels refus (2 points)	
<u>Sous-critère 5</u> : Pertinence des certifications (2 points)	

9. CLASSEMENT DES OFFRES

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées par le pouvoir adjudicateur et ne sont pas classées.

La somme des notes obtenues au titre des critères visés à l'article 8 permettra d'établir le classement final et de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.

Après addition des notes obtenues pour chacun des critères, il sera procédé au classement des offres.

Les offres seront classées dans un ordre décroissant. L'offre la mieux classée sera retenue.

L'opérateur économique ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, au regard des critères et sous critères sus énoncés, sera déclaré attributaire du marché.

Si l'analyse des offres aboutit à une stricte égalité de notes, le classement sera réalisé sur la base de la meilleure offre financière.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure conformément à l'article R. 2185-1 du Code de la commande publique. Cette décision n'ouvre droit à aucune indemnité.

10. NEGOCIATION

Sans objet.

11. VISITE

Aucune visite n'est prévue.

12. MODALITES D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

12.1. Délai de remise des offres

Les offres doivent parvenir au pouvoir adjudicateur avant la date mentionnée en page de garde du présent règlement de consultation et dans l'avis d'appel public à la concurrence.

12.2. Conditions de remise des offres

La transmission sous support papier des candidatures et des offres est interdite.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

Les offres devront être remises par voie électronique à l'adresse suivante : <http://www.loire.fr/e-marchespublics>

Les réponses des candidats sont transmises par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et de garantir leur confidentialité, sachant qu'elles doivent parvenir avant les date et heure limites de réception des offres indiquées en page de garde du présent règlement de consultation et dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Les soumissionnaires devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de la procédure dématérialisée. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Les candidatures et les offres sont acheminées sous la seule responsabilité des candidats et à leurs frais.

Ce n'est pas la date de scellement de l'enveloppe qui est prise en compte dans les délais mais l'arrivée du pli après téléchargement sur la plateforme. Seul l'accusé de réception que le candidat reçoit sur l'adresse mail du compte fait foi en cas de dépôt.

Les informations relatives aux prérequis techniques d'utilisation de la plateforme de dématérialisation, aux certificats de signature électronique, aux formats des fichiers à transmettre et aux tailles des envois dématérialisés figurent dans les conditions générales d'utilisation de la plateforme disponible sous : <http://www.marches-publics.info> – rubrique pratique/conditions générales.

Les candidats transmettent leur offre en ligne en ayant soin de créer un sous-répertoire qui contient les pièces relatives à la candidature et un sous-répertoire qui contient les pièces de l'offre.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré hors délai si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

La signature de l'offre électronique est possible mais pas obligatoire. Seul l'attributaire sera tenu de signer son offre. Néanmoins, afin d'éviter tout retard dans la notification, ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer leur offre avant de la déposer. À défaut, ils sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part.

Le candidat est invité à créer son « espace entreprise » sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Il pourra y retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (questions/réponses, dépôt de candidatures et offres, ...). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais, ...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Conformément aux «conditions générales d'utilisation – Annexe au règlement de la consultation» concernant l'utilisation de la plateforme de soumission d'offre dématérialisée et consultable à l'adresse <http://www.marches-publics.info> – rubrique pratique/conditions générales, une copie de sauvegarde peut être transmise dans les délais impartis, sur clé USB uniquement ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention «copie de sauvegarde», ainsi que le nom du candidat et l'identification de la consultation concernée. Elle peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante : S.E.E.D.R. - 14 bis, boulevard Valmy - 42300 ROANNE (du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 et le vendredi de 8h30 à 12h00).

Elle est ouverte :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

13. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **cent cinquante (150) jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Si pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

14. PRECISIONS CONCERNANT LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Référé précontractuel du lancement de la procédure jusqu'à la signature du marché (article L.551-1 et suivants du Code de justice administrative)

A compter de la signature du marché :

- Référé contractuel (articles L. 551-13 et suivants du Code de Justice Administrative) au plus tard le 31^{ème} jour suivant la date de publication de l'avis d'attribution.
- Recours en contestation de validité du contrat issu de la jurisprudence « Tarn et Garonne du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, n°358994 » qui peut être exercé par les tiers au contrat, dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicités appropriées

15. INSTANCE CHARGEE DU RECOURS

Le Tribunal compétent est :

Tribunal administratif de Lyon
184 rue Duguesclin
69433 Lyon Cedex 03
Téléphone : 04.78.14.10.10
Télécopie : 04.78.14.10.65
Mail : greffe.ta-lyon@juradm.fr

16. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ETRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS

Tribunal administratif de Lyon
184 rue Duguesclin
69433 Lyon Cedex 03
Téléphone : 04.78.14.10.10
Télécopie : 04.78.14.10.65
Mail : greffe.ta-lyon@juradm.fr

(ne doit pas être utilisé pour la transmission de requêtes, de mémoires ou de pièces de procédure)